



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection
des Populations de Saone et Loire**

Unité Environnement
24 Boulevard Henri DUNANT
71000 MÂCON

MÂCON, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Station d'épuration mixte de Cuiseaux

Route de DOMMARTIN

71480 CUISEAUX

Références : 2023-02198
Code AIOT : 0057100393

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans la station d'épuration mixte de Cuiseaux implantée Route de Dommartin, 71480 Cuiseaux. L'inspection a été annoncée le 30/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques :

(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles (établissement à enjeux).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Station d'épuration mixte de Cuiseaux
- Route de Dommartin, 71480 Cuiseaux
- Code AIOT : 0057100393
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La commune de Cuiseaux dispose sur son territoire d'une station d'épuration mixte soumise à autorisation au titre de la rubrique 2752 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Depuis le 01/01/2018 la communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom' est propriétaire de l'ouvrage d'assainissement. L'exploitation est déléguée à l'entreprise SUEZ eau, France.

Cette station d'épuration mixte traite à la fois les effluents communaux mais surtout les effluents industriels provenant de l'abattoir BIGARD, plus gros contributeur à hauteur de 93 % de la DCO (demande chimique en oxygène), et ceux de l'usine agroalimentaire de produits carnés pour animaux PRODIA BRESSE.

Nature de l'activité	Rubrique	Seuil rubrique	Niveau d'activité autorisé	Régime
Station d'épuration mixte	2752	Plus de 10 000 équivalent habitants et 70% de la charge entrante en DCO en provenance d'une (ou de plusieurs) ICPE	34 100 équivalent habitants et 95 % de la charge en DCO en provenance d'industries agroalimentaires	Autorisation

Le fonctionnement de cette station est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 17 avril 2000 et un arrêté inter-préfectoral (Jura / Saône-et-Loire) pour la gestion des épandages des boues en date des 27 avril et 6 mai 2004.

En 2013, 2018 et 2022 des arrêtés préfectoraux complémentaires ont été pris suite à la modification de ce plan d'épandage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des risques accidentels
- Epandage des boues
- Conformité des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitation de l'installation est réalisée de façon satisfaisante. Cependant, concernant l'entretien des ouvrages, depuis la réception, en 2017, du diagnostic du génie civil du bassin tampon collectant les eaux industrielles et de la mise en évidence de nombreux désordres, ce bassin n'a toujours pas fait l'objet de travaux de réhabilitation. Il devient urgent de mettre en oeuvre les travaux nécessaires afin d'assurer un fonctionnement pérenne de l'installation. D'autres non conformités ont également été relevées et devront faire l'objet des actions correctives nécessaires dans les plus brefs délais :

- absence de réalisation d'une étude de bruit depuis 2015
- concentration en phosphore dépassant à plusieurs reprises la valeur limite d'émission imposée (le rendement épuratoire imposé étant toutefois conforme)
- absence de rétention pour le polymère stocké dans la salle des produits dangereux

La vérification des installations électriques réalisée en mars 2023 a fait apparaître plusieurs non conformités. L'exploitant devra justifier la mise en œuvre des actions correctives nécessaires.

Enfin, l'exploitant devra mettre à jour son programme d'autosurveillance au regard des substances listées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et proposer à l'inspection des valeurs limites d'émission en adéquation avec la notion de compatibilité du rejet dans le milieu récepteur.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Références réglementaires	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Entretien des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 19/04/2000, article 6 Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois pour la réalisation d'un nouveau diagnostic du génie civil du bassin tampon 2 mois pour la proposition d'un échéancier de travaux suite à la réception du diagnostic

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 12	/	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 3	/	Sans objet
8	Rétention	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
11	RSDE / compatibilité milieu	Arrêté ministériel du 02/02/1998 art 22, 32, 33-17	/	Sans objet
12	Installations électriques	Arrêté ministériel du 04/10/2010 art 66-A	/	Sans objet

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des ouvrages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des ouvrages</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescriptions contrôlées : AM 02/02/1998 : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>AP du 17/04/2000 : Le pétitionnaire doit constamment maintenir en bon état et à ses frais exclusifs les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.</p>
<p>Constats : Le génie civil de l'installation semble en bon état général à l'exception de celui du bassin tampon collectant les effluents industriels de l'abattoir Bigard avant traitement. Une étude réalisée par Cimeo, Centre d'Ingénierie, de Maintenance et d'Expertise d'Ouvrages en novembre 2017 fait état des dégradations suivantes du génie civil du bassin tampon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - forte altération des parements (plusieurs centimètres) du voile particulièrement sur la partie haute- disparition du béton d'enrobage faisant apparaître le spectre des armatures, - parement béton du fût central très détérioré avec perte de section initiale de béton, - dissolution localisée des armatures de construction en pied de voile, - corrosion gonflante des armatures de construction des cerces, - fissuration importante du dallage avec suintement généralisé, - corrosion avancée de la crémaillère, - sectionnement de boulons d'assemblages attribué à la corrosion,

<p>- légère altération des parements des bétons à l'extérieur du voile. CIMEO conclut que ces désordres ne remettent pas en cause l'intégrité de la structure mais doivent faire l'objet de travaux de réparation dans les meilleurs délais. Le sujet a été abordé lors des inspections réalisées en 2018 et 2020. La communauté de communes s'était engagée à réaliser des travaux de mise en conformité : réhabilitation du bassin existant ou construction d'un nouveau bassin. Lors de l'inspection du 6 juillet 2023 il est constaté qu'aucune action corrective n'a été engagée à ce jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
<p>Proposition de délais : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté : - Réaliser un nouveau diagnostic de l'état du génie civil du bassin tampon collectant les eaux usées industrielles par une entreprise spécialisée et transmettre ce rapport à l'inspection ; Deux mois après la réception du diagnostic : - Proposer à l'inspection des installations classées un échéancier des travaux de réhabilitation du bassin tampon qui seront préconisés par le diagnostic établi ou bien des travaux de construction d'un nouvel ouvrage si cette option est privilégiée</p>

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 12
Thème(s) : Autre, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.</p>
<p>Constats : Dernière analyse de bruit réalisée en février 2015. Une nouvelle mesure avait été demandée suite à l'inspection de décembre 2020. Aucune mesure réalisée à ce jour. La communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom', a sollicité trois bureaux d'étude pour effectuer les mesures nécessaires (Veritas, Eco-acoustique, Acoustique France) avant la fin de l'année 2023. L'inspection est destinataire, le 27/07/2023, du devis signé auprès d'Acoustique France. La porte du local accueillant les 4 surpresseurs est maintenue fermée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
<p>Proposition de suites : Faire réaliser par une société spécialisée avant fin décembre 2023 une étude de bruit et vérifier le respect des valeurs limites imposées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation</p>

N° 3 : Odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 1.2, article 3.1
Thème(s) : Autre, Désodorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescriptions contrôlées : Efficacité du système de désodorisation du bassin tampon. Mise en place d'un système de désodorisation par l'installation d'un biofiltre. L'effluent ne doit pas dégager, avant et après cinq jours d'induction à 20°C, aucune odeur putride et ammoniacale.</p>
<p>Constats : Absence de nuisance constatée le jour de l'inspection. Le bassin tampon des eaux usées</p>

industrielles est couvert. Un dispositif de désodorisation biologique (biofiltre) par passage d'air sur deux lits de pouzzolane installés dans deux tours est en place depuis mai 2015. Il est complété par un traitement au charbon actif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 3, article 11-2 Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié	
Thème(s) : Autre, Rejets aqueux	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Conditions générales applicables à l'ensemble des rejets : - température doit être inférieure ou égale à 25°C - pH doit être compris entre 6 et 8.5 - la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration du milieu récepteur - l'effluent ne doit pas contenir de substances capables de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère léthal à leur rencontre à 50m du point de rejet et à 2m de la berge - l'effluent ne doit pas dégager, avant et après cinq jours d'incubation à 20°C aucune odeur putride et ammoniacale. Le rejet s'effectuera par l'intermédiaire de la canalisation de rejet existante dans la Manche à l'aval de la confluence du Breuil. a) Le débit maximal des eaux rejetées au milieu naturel ne dépassera pas 2 215m ³ par jour b) Les concentrations à la sortie de la station d'épuration : c) Rendements des ouvrages :	
Paramètres	Rendement minimum
MES	95 % (RSDE 2/2/98)
DBO5	90 % (RSDE 2/2/98)
DCO	85 % (RSDE 2/2/98)
Azote global	80 % (RSDE 2/2/98)
Phosphore total	90 % (RSDE 2/2/98)
Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel devront respecter soit les valeurs limites en concentration, soit les valeurs limites en rendement. Artciel 11-2 Par ailleurs, les résultats de mesure en concentration ne peuvent pas s'écarter des valeurs limites prescrites de : - 100% pour la DBO5, la DCO, l'azote et le phosphore - 150 % pour les MES	
Constats : Rejet clair en sortie de station. Sur la période d'autosurveillance des rejets de mai 2022 à avril 2023 (12 résultats) on relève 7 dépassements de la concentration en phosphore dont 2 supérieurs au double de la valeur limite d'émission sur la période estivale 2022 (maximum relevé 3.4 mg/L en juin 2022 et 2,2 mg/L en juillet 2022 pour une VLE imposée de 1 mg/L). Le rendement épuratoire était cependant conforme à la valeur limite imposée (90%). L'exploitant rencontre une difficulté pour identifier la forme chimique sous laquelle se trouve le phosphore présent dans les rejets et ainsi déterminer le produit adéquat pour le traiter. Changement du chloro sulfate ferrique pour du chlorure ferrique depuis septembre 2022. En attente des résultats sur la période estivale 2023. On note également deux dépassements du volume journalier autorisé (max relevé 2 344 m ³ /j contre une VLE de 2 215 m ³ /j).	

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Poursuivre les recherches afin de capter le phosphore résiduel présent dans les rejets et respecter la valeur limite en concentration imposée de 1mg/L.

N° 5 : Epanrages

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 16/01/2013, art 3, art 5 et 6 Arrêté Préfectoral du 25/10/2022, article 1-2
Thème(s) : Autre, Epanrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le parcellaire disponible est de 968,49 ha de surface épanrable. Toute modification des parcelles ou de leur surface sera portée à la connaissance du Préfet de Saône et Loire. Pour les parcelles situées en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épanrue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matières notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Une filière alternative d'élimination ou de valorisation des déchets solides ou pâteux doit être prévue en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté. Un programme prévisionnel annuel d'épanrage est établi, en accord avec les exploitants agricoles. Ce programme comprend : <ul style="list-style-type: none"> – la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épanrage, période d'interculture) sur ces parcelles ; – une analyse des sols portant sur des paramètres (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ; – une caractérisation des déchets ou effluents à épanrer (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, analyses des éléments-traces métalliques et composés traces organiques, recherche des salmonelles, entérovirus et œufs d'helminthes viables) ; – les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épanrage par unité culturale...) ; – l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épanrage. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents ou des déchets sont conformes aux dispositions de l'annexe VII-d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sus-visé. Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend : <ul style="list-style-type: none"> – les parcelles réceptrices ; – un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épanrés ; – l'exploitation du cahier d'épanrage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ; – les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ; – la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés.
Constats : Plan d'épanrage annuel et bilan transmis par la chambre d'agriculture. En 2022 2 670 T de boues ont été épanrées pour une quantité de 579.36 T de matières sèches hors chaux. 7 agriculteurs ont été concernés par ces épanrages. 3 analyses des éléments traces

<p>métalliques et des composés traces organiques ont été réalisées sur la campagne d'épandage. Analyses conformes. Parcelles réceptrices bien intégrées au plan d'épandage autorisé.</p> <p>En cas d'impossibilité d'épandre les boues les deux options alternatives sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le compostage (2 plate-formes en Saône et Loire) - la mise en centre d'enfouissement technique en cas de non-conformité réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déchet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de dégrillage, dessablage, dégraissage et tamisage seront collectés et dirigés vers un centre agréé de destruction.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Graisses reprises par l'entreprise HUSSON ASSAINISSEMENT (39270 ORGELET) pour valorisation en méthanisation. - Sables repris également par l'entreprise HUSSON ASSAINISSEMENT (39270 ORGELET) pour valorisation par l'entreprise ECLA (39 570 MONTMOROT). - Refus de dégrillage repris par les éboueurs de la commune.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage des boues

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2013, article 4
Thème(s) : Autre, Stockage des boues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Hangar de stockage des boues couvert avec grille de récupération des jus et renvoi vers les bassins de traitement. Grille légèrement obstruée le jour de l'inspection. L'exploitant a procédé au nettoyage et a transmis une photographie de la grille nettoyée. Le stockage avait presque atteint sa capacité maximale le jour de l'inspection. Des épandages sont programmés sur la période estivale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rétention

<p>Référence réglementaire :</p> <p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, article 25</p>
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

I. — Capacité des rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;

— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.

Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

La cuve contenant le chlorure ferrique injecté en fin de traitement des effluents dispose d'une aire de rétention en cas de fuite. Lors de la livraison, les agents sur site protègent la bouche d'évacuation des eaux pluviales située à quelques mètres afin d'éviter un dispersement de la substance en cas d'incident lors du dépotage : présence en stock d'un tapis obturateur / de boudins obturateurs / d'un produit absorbant industriel (SOLIBIO SID).

Le polymère situé dans la zone de stockage des produits dangereux n'est pas placé sur rétention.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites :

Placer sur rétention adaptée tous les produits susceptibles de créer une pollution des eaux en cas de déversement.

N° 9 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6

Thème(s) : Autre, Propreté de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : cour entièrement goudronnée, présence de haies et d'aires engazonnées entretenues.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Disconnecteur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Disconnecteur</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un disconnecteur en zone de pression réduite contrôlée sera installée en tête de réseau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée de deux disconnecteurs (disconnecteur sur l'arrivée générale dans le local de stockage des polymères et deuxième disconnecteur au niveau de la centrifugeuse) qui ont fait l'objet d'un contrôle le 13/05/2022. Aucun risque sanitaire avéré n'est relevé. Le contrôle annuel doit être réalisé prochainement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : RSDE compatibilité milieu

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/02/1998 art 22, 32, 33-17</p>
<p>Thème(s) : Autre, communication auprès de l'inspection</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection la mise à jour de son programme d'autosurveillance au regard des substances dangereuses listées au sein des articles 32 et 33-17 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et en intégrant l'étude de compatibilité milieu comme demandé à l'issue de l'inspection de décembre 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suite</p>
<p>Proposition de suites :</p> <p>Transmettre à l'inspection une proposition de mise à jour de l'autosurveillance des rejets aqueux au regard des substances listées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et en intégrant la notion de compatibilité du rejet au milieu récepteur (la Manche).</p>

N° 12 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010 art 66-A</p>

Thème(s) : Autre, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Vérification des installations électriques réalisée par le bureau Veritas le 21 février 2022. Depuis janvier 2023 les vérifications électriques sont effectuées par un technicien habilité SUEZ. Vérifications effectuées le 08/03/2023, des non-conformités ont été identifiées. La justification des actions correctives réalisée n'a pas été transmise le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Justifier la mise en place des actions correctives nécessaires en réponse aux non conformités relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques de mars 2023.

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010 art 68
Thème(s) : Autre, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
Constats : Borne incendie communale à 400 mètres de l'installation. Possibilité d'utiliser l'eau du clarificateur en cas d'incendie. Les extincteurs présents sur le site ont fait l'objet d'une vérification par EUROFEU le 19/10/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/04/2000 art 11
Thème(s) : Autre, autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire devra prévoir les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes entrantes et sortantes. Ainsi, des points de mesures et de prélèvement doivent être aménagés : <ul style="list-style-type: none">- en tête de station : sur le tracé d'amenée des effluents aux installations de traitement- en sortie de station : sur le tracé de la canalisation de rejet des eaux épurées déversées au milieu- au niveau du by-pass : sur le tracé de la canalisation de rejet des eaux brutes déversées au milieu Des préleveurs d'échantillon seront mis en place en entrées et sorties de la station d'épuration afin de permettre l'appréciation de la qualité des eaux usées incidents, du niveau de traitement et des charges globales de pollution rejetées au milieu récepteur. Les résultats d'analyses seront transmis régulièrement par le maître d'ouvrage à la DDPP. Le pétitionnaire devra réaliser des analyses micro-biologiques sur des eaux de rejets en vue de déterminer si elles présentent un risque sanitaire notamment pour les animaux en pâture le long du ruisseau récepteur. Ces analyses porteront sur une recherche bactériologique et parasitaire.
Constats : Présence de préleveurs d'échantillons réfrigérés en entrée (2 différents pour les effluents communaux et les effluents industriels) et en sortie. Les résultats de l'autosurveillance sont transmis régulièrement à l'inspection via GIDAF. Les dispositifs d'autosurveillance sont contrôlés annuellement par CTC. Vu rapport conforme suite à la vérification réalisée en octobre 2022. Autosurveillance sanitaire réalisée le 12/10/2022 et le 08/06/2023 par Eurofins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet